



Communiqué de presse

121/21

Montreuil, le 15 novembre 2021.

Le Premier ministre montre le mur et annonce le crash de notre secteur

Les professionnel.le.s de l'Action Sociale seraient-ils sacrificiables ?

La CGT n'a pas attendu ce gouvernement pour dénoncer la décrépidité du secteur du handicap et du social. Bien avant la prise de conscience tardive du gouvernement et des syndicats d'employeurs, la CGT dénonçait déjà le manque de moyens humains, matériels et financiers du secteur.

La stagnation des salaires depuis 20 ans a *de facto* fait diminuer peu à peu notre pouvoir d'achat et notre capacité à vivre convenablement, particulièrement pour les jeunes diplômé.e.s du secteur. Ce n'est pas nouveau. Nous avons alerté les différents gouvernements, nous avons écrit aux employeurs, nous avons fait grève pour dénoncer nos conditions de travail et proposé des plans d'actions.

Mais ce gouvernement nous inquiète. La reconnaissance des professionnel.le.s et les conditions de travail se dégradent trop rapidement et ce n'est pas à cause de la Covid. Nous constatons peu à peu la remise en cause, voire la suppression de nos acquis, tirant les professionnel.le.s vers le bas et les divisant.

Nous souhaitons rappeler que la loi Travail Macron, la loi de transformation de la fonction publique, le Ségur, la mission Laforcade et tant d'autres sont bel et bien les actions d'une politique que nous ne cesserons jamais de combattre, afin que les professionnel.le.s et les personnes accompagnées de l'Action Sociale aient les moyens à la hauteur de leurs besoins .

La CGT n'est pas dupe et nous trouvons facile de dénoncer une situation que vous avez vous-même bâtie pour justifier vos annonces.

Nous n'avons pas attendu la confédération des employeurs AXESS pour revendiquer une convention collective unique et étendue de haut niveau et vous pouvez compter sur notre Fédération pour sa vigilance à ce que cela ne devienne pas une convention au rabais pour les professionnel.le.s de notre champ.

Vous souhaitez organiser une conférence multipartite des financeurs, alors que vous annoncez vous-même, lors des négociations suite du Ségur, ne pas pouvoir transposer les 183 € pour l'ensemble du secteur. Impossible, disiez-vous, de faire consensus sur le financement pour les établissements financés par les Conseils Départementaux. En quoi la situation des départements a-t-elle changé aujourd'hui, ou n'êtes-vous guidé que par les prochaines échéances électorales qui approchent à grands pas ?

Les professionnel.le.s du secteur social et du Handicap peuvent compter sur l'Union Fédérale Action Sociale CGT pour construire un avenir plus radieux que celui de la précarité, de la perte du sens de leur travail et de la qualité de l'accompagnement proposée à la population vers lequel vous les projetez.

Salarié.e.s du secteur de l'Action Sociale, usagers, personnes accompagnées et familles, continuons de nous rassembler et de nous mobiliser pour que le monde d'après soit à la hauteur de nos espérances, de nos attentes et surtout des besoins.

L'UFAS appelle dès à présent à une mobilisation du secteur le 7 décembre 2021.

Tou.te.s ensembles pour que plus jamais nous ne soyons exclu.e.s, invisibles ou sacrifié.e.s sur l'autel capitaliste des employeurs et de ce gouvernement.